

**FIPD 2019 Programme D - DEPARTEMENT : AISNE**

Actions de prévention de la délinquance								
PORTEUR DE PROJET	INTITULÉ DE L'ACTION	DESCRIPTIF ET OBJECTIFS DE L'ACTION	PUBLIC CONCERNÉ		COUT TOTAL DE L'ACTION 2019	SUBVENTION DEMANDÉE AU FIPD EN 2019	SUBVENTION FIPD ACCORDÉE EN 2019	TAUX DE COFINANCEMENT FIPD
			Nombre de personnes ciblées	Mineurs / Majeurs / Min & Maj				
commune	Village de la prévention et de la sécurité routière	le village de la prévention et de la sécurité routière réunira plus de 20 stands sur la prévention des risques et de la délinquance. Ce projet s'inscrit dans le cadre du programme d'actions du CLSPD de Chauny. Objectifs : - toucher un maximum de jeunes - profiter de l'éventail des thématiques pour aborder de nombreux sujets liés à la prévention de la délinquance - donner du liant entre le village et les actions du CLSPD - la prévention de délinquance dans les transports en commun et la prévention de la délinquance ferroviaire - les dangers d'internet.	1900	Min&Maj	28900 €	3000 €	2500 €	8,65 %
association	SOS papiers	L'action "SOS Papiers" prestation spécifique à destination des personnes détenues du CP de Laon a pour objectif de mener avec les bénéficiaires un travail d'autonomisation dans leurs démarches administratives et sociales en tenant compte de leurs difficultés et en favorisant une meilleure compréhension du fonctionnement des services administratifs afin de préparer leur libération dans un double objectif d'insertion et de prévention des risques de récidive.	400	Majeurs	25792 €	1600 €	1000 €	3,88 %
association	Promotion de la citoyenneté et prévention	Un partenariat avec la Protection Judiciaire de la jeunesse et afin de lutter contre la récidive le CIP intervient dans le cadre des mesures de réparation des mineurs et rencontre les jeunes en milieu ouvert ou fermé afin d'entamer un dialogue sur des thématiques déterminées en fonction des délits. Ce projet est basé sur des actions de médiation par le dialogue et des débats à visée citoyenne.	25	Min&Maj	7384 €	2500 €	2500 €	33,86 %
commune	Accueillir des personnes condamnées (T.G) et les intégrer dans notre structure	Il s'agit d'assurer un accompagnement individualisé de la personne qui exécute un T.G. Les missions sont de les accueillir, de les accompagner, de s'assurer de leur présence, de les encadrer et de faire le relais avec le service de probation. Objectifs : - sanctionner le condamné en lui faisant effectuer une activité au profit de la société - permettre au tribunal d'éviter de prononcer une peine d'emprisonnement de courte durée dès lors qu'elle ne s'avère pas indispensable eu égard à la personnalité du condamné et à la gravité des faits qui lui sont reprochés - impliquer la collectivité dans un dispositif de réinsertion sociales des condamnés.	10	Majeurs	13853 €	6927 €	1500 €	10,83 %

association	Camp de pleine nature	Mise en place d'un camp de 4 jours (août) destinés aux jeunes suivis par la protection judiciaire de la jeunesse. Durant celui-ci ils pratiqueront des activités physiques de pleine nature afin de découvrir de nouvelles activités et de travailler le lien social entre les jeunes et les éducateurs de la PJJ et les éducateurs sportifs de TSN. Il servira de support pour inculquer des valeurs éducatives et citoyennes.	6	Mineurs	1152 €	864 €	864 €	75,00 %
association	Journées D'activités sportives et débat citoyen	Cette association organise des journées d'activités physiques de pleine nature à destination de jeunes mineurs suivis par la protection judiciaire de la jeunesse. Ces journées ont pour objectifs de favoriser l'échange entre jeunes et adultes et de travailler sur la confiance en soi et aux autres. Ces journées seront un support permettant de travailler avec ces jeunes afin d'éviter la récidive. Elles seront également l'occasion d'instaurer des temps d'échange sous forme de débat.	40	Mineurs	7200 €	5400 €	4500 €	62,50 %
association	Stages de citoyen	L'association qui agit sous mandat judiciaire prend en charge des personnes placées sous main de justice avant leur comparution devant une chambre de jugement (contrôle judiciaire) après jugement (Sursis avec mise à l'épreuve) et en alternative au jugement (composition pénale). À chaque stade de la procédure un magistrat, un délégué du procureur ou un travailleur social de l'administration pénitentiaire peut avoir recours à la mise en place d'une mesure de stage de responsabilisation.	50	Majeurs	23600 €	5000 €	2000 €	8,47 %
commune	La Cavdes - dos	Le Centre Social et d'Animation Culturelle - la Maison de Quartier du Champ Roland - les Francas - en partenariat avec le Centre intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance souhaitent ouvrir un accueil pour adolescents chaque début de soirée de 17h30 à 19h00 et réunir les adolescents un samedi par mois. Ce projet vise à encourager les adolescents dans une démarche de citoyenneté en les accompagnant dans la sollicitation financière auprès du Fond d'aide aux jeunes sur des projets qui émanent d'eux. Par le biais de deux ateliers d'expression il s'agit de permettre aux adolescents de s'exprimer et de lutter contre le décrochage qui mène trop souvent aux incivilités.	12	Mineurs	25288 €	10000 €	6000 €	23,73 %
établissement scolaire	M. Gérard Philippe - je m'accroche !	Cette action a pour but de : - permettre aux élèves de l'établissement de s'investir dans leur scolarité pour éviter le décrochage tout en s'ouvrant à l'école - limiter les addictions aux écrans - prémisse du décrochage et sources de conflit - prévenir les situations de violence et permettre aux élèves de se projeter dans un avenir de citoyen responsable - proposer divers actions - les fois ludiques et formatrices pour permettre aux élèves de s'épanouir dans leur scolarité et donner un sens à l'école - travailler sur le "vivre ensemble" pour que les élèves des quartiers Presles et Chevreu puissent se projeter sur des futurs de citoyens responsables et non pas suivre les exemples des "grands"	460	Mineurs	13828 €	13188 €	6000 €	43,39 %

centre social	□ la découverte des institutions judiciaires 2019	Prévenir la délinquance et la récidive des jeunes par une découverte des institutions judiciaires par un apport théorique d'informations d'intervenants (P□□ BPD□France Victimes 02□Surveillant pénitentiaire)□ par la visite du Tribunal de Laon et la participation □ une audience correctionnelle. Le projet concernera les 4èmes du collège de Saint-Michel comportant 2 classes qui facilitent l'organisation.	15	Min&Maj	3370 €	1450 €	1250 €	37,09 %
commune	Boost ton avenir	Il s'agit d'un accompagnement individuel pouvant aller jusqu'au coaching des jeunes. L'action a pour objectif de prévenir la délinquance et l'errance des jeunes en améliorant leur situation sociale□ professionnelle et/ou scolaire et familiale.	15	Min&Maj	25644 €	12822 €	4000 €	15,60 %
collectivité	Déclinaison 2019 des actions du Conseil Intercommunale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance	L'action comprendra : - des animations préventives en direction des jeunes dans les établissements scolaires □ - des animations mises en place avec le Groupe opérationnel (Droit des Femmes□lutte contre les violences intrafamiliales et aide au□victimes□□ - des animations de prévention des cambriolages et des arnaques en partenariat avec la gendarmerie □ - des actions de prévention des addictions□ programme défini avec la mise en œuvre du Groupe opérationnel (prévention des addictions□en 2019.	500	Min&Maj	26420 €	13210 €	6000 €	22,71 %
association	Suivi judiciaire thérapeutique Soissons	Prévenir la récidive auprès de personnes□connues de l'institution judiciaire□dont la délinquance paraît en lien□ un titre ou □ un autre□avec une addiction □ l'alcool et ce□en s'inspirant des pratiques étrangères connues sous le vocable de (juridictions résolutives de problèmes□et en mettant en œuvre les principes de la (jurisprudence thérapeutique□	24	Majeurs	48736 €	12000 €	10000 €	20,52 %
centre social	Coopérer□entreprendre et s'insérer	Ce projet cible les jeunes repérés ou identifiés comme agitateurs ou acteurs d'incivilités dans les quartiers. Il s'agit de les mettre □ l'initiative d'actions de solidarité et citoyennes dans une action coopérante entre les jeunes et pour d'autres jeunes. □ l'aide du food truck et de la lutte contre le gaspillage□les jeunes vont mettre en place des actions itinérantes de promotion de l'écocitoyenneté et tenter de faire ensemble société en apportant leur soutien □ d'autres jeunes qui sont eu□aussi dans des situations fragiles□de handicap□de pauvreté□ d'éloignement familial.	25	Min&Maj	29 114.00 €	10 000.00 €	3 000.00 €	10,30 %
association	□accompagnement vers la liberté de détenus en fin de peine décidés □ rompre avec leur passé de délinquants	□accompagnement des résidents placés □ la Ferme de Moyembrie par les (Juges de l'application des peines pour une meilleure efficacité dans leur parcours de réinsertion.  Objectifs : - psychologique avec un accompagnement sur place et un partenariat avec des structures professionnelles adaptées (CS□P□CMP□ Psychologue et Psychiatre) □ - social avec un réapprentissage de la vie en société par le respect de l'autre et de soi-même□et soins en cas d'addictions □ -professionnel par la découverte des métiers de la Ferme (élevage□fabrication de fromages de chèvres□ culture maraîchère□bâtiment□cuisine...) □ - par la formation (obtention du permis de conduire□ techniques de recherche d'emploi-familial: renouer avec la famille et s'inscrire □ l'action parentalité.	50	Majeurs	56 230.00 €	20 000.00 €	20 000.00 €	35,57 %

						Total axe 1	71114 €	57,56 %
centre social	D'actes ...tensions au□paroles	Le centre social accueille aussi bien des femmes victimes de violences intra familiales que d'auteurs de violences et des jeunes (ados et enfants (habitués□□ des violences intra familiales□qu'elles soient verbales physiques ou psychologiques). □ s'agit □travers des temps d'e□pression de libérer la parole□de redéfinir la □normalité□ Des interventions sont programmées tous les deu□mois avec différents acteurs : la gendarmerie□un avocat et le C.DFF. Un médecin ira aussi soutenir les victimes de violences□alerter les familles et l'environnement proche des victimes.	180	Min&maj	28710 €	1€	3500 €	12,19 %
association	Prise en charge des victimes de violences dans le cadre intrafamilial en gendarmerie de Thiérache	Ce projet propose d'aider et d'accompagner juridiquement les victimes d'infraction pénale et plus particulièrement dans le cadre intrafamilial. Objectifs : - proposer un soutien psychologique □ - les informer sur leur droit□les aider tout au long de la procédure □ - faciliter l'accès au droit.	80	Min&maj	10800 €	2160 €	1800 €	16,67 %
association	Permanences hebdomadaires en commissariat de police	Cette action permet de : - prendre en charge les victimes d'infraction pénale dans le commissariat de police de son territoire□les accueillir□les écouter□les orienter et les informer sur leur droit : - leur proposer un soutien psychologique □ - les accompagner□les aider □ percevoir l'indemnisation obtenue par un jugement □ - faciliter l'accès au droit.	400	Min&maj	24566 €	3600 €	3000 €	12,21 %
Communauté de communes	Plan local d'action pour la prévention des violences faites au□femmes□des violences intra familiales et l'orientation des victimes	Seront mis en place : - des manifestations au sein d'espaces publics pour sensibiliser □ la lutte contre les violences faites au□ femmes □ - une e□position et la diffusion de support de communication (flyers□jetons caddies□stylos□ bracelets□floqués) en partenariat avec les services de l'□tat et le Réseau du Sud de l'□sne (Groupe opérationnel (violence faite au□femmes) □ - dans le cadre de la prévention des violences en milieu scolaire□un court-métrage au sein du collège par les collégiens sur le respect mutuel entre les filles et les garçons □ - au collège□une journée de sensibilisation sur le thème de la violence□les discriminations et le harcèlement □ - pour le court-métrage : tournage et montage d'un reportage par les élèves encadrés par des professionnels sur les relations entre les filles et les garçons□réalisation d'un DVD utilisable par l'équipe pédagogique du collège□par nos services □ l'□nfance (centre de loisirs) et par le Réseau.	800	Min&maj	8554 €	4277 €	3500 €	40,92 %

association	Centre de soins destiné aux auteurs de violences conjugales	L'association qui agit sous mandat judiciaire prend en charge des personnes placées sous main de justice avant leur comparution devant une chambre de jugement (contrôle judiciaire) après jugement (Sursis avec mise à l'épreuve) et en alternative au jugement (composition pénale). À chaque stade de la procédure un magistrat ou un délégué du procureur ou un travailleur social de l'administration pénitentiaire peut avoir recours à la mise en place d'une mesure à visée thérapeutique. Objectifs : - prévention de la récidive aux auteurs de violences conjugales - prévention des violences faites aux femmes et des violences intrafamiliales.	120	Majeurs	28000 €	8000 €	3000 €	10,71 %
Centre Social et d'Animation Culturelle / CLSPD d'Hirson	Café débats	Il s'agit de proposer sur la ville des temps d'échanges et d'informations à tout public autour de la prévention et de la lutte contre les violences intrafamiliales. Objectifs : - sensibiliser, informer et échanger avec le public autour des différentes formes de violences commises dans le cadre de la sphère familiale au sein du couple, l'encontre des enfants et également des ascendants - permettre aux acteurs locaux concernés par la thématique de présenter les actions et dispositifs existants sur le territoire - orienter et/ou accompagner les personnes qui ont besoin d'être dirigées vers les structures pouvant répondre aux difficultés rencontrées.	40	Min&maj	7058 €	3200 €	2500 €	35,42 %
CCS/CSPD	Accès au droit pour tous et référent victimes de violences conjugales	À titre de l'accès au Droit pour tous les permanences du Point d'Accès au Droit se déroulent 4 jours par semaine à Hirson (3 jours et demi dans les locaux du CCS d'Hirson et une demi-journée au sein de la Brigade de Gendarmerie d'Hirson).	500	Min&maj	30400 €	2650 €	2200 €	7,24 %
association	Service d'aide aux Femmes Victimes de Violences Sexuelles (SVS)	Le SVS a pour objectif de soutenir les femmes victimes de violences sexuelles en leur offrant un espace d'écoute et de conseil, un accompagnement pluridimensionnel. L'accompagnement proposé est un processus qui se situe dans la durée et permet aux femmes victimes de violences de mobiliser des ressources pour agir. Le CDDFF 02 accompagne particulièrement les femmes victimes de violences sexuelles telles que les violences au sein du couple, le viol et le harcèlement. Le SVS renseigne les victimes sur la législation applicable et sur les différentes procédures (civiles, pénales, administratives, indemnisation) ainsi que les droits sociaux.	300	Majeurs	99997 €	10000 €	4000 €	4,00 %
association	Poste de référent violences	Le référent assurera une mission de coordination de proximité pour permettre une prise en charge globale et dans la durée des femmes victimes de violences conjugales. Le cœur de cette action est la mise en réseau des différents services : la justice, la police, la gendarmerie, les associations, les hôpitaux, la CAF, les écoutes et les intervenants sociaux.	250	Min&maj	5000 €	2000 €	€	20,00 %
association	Formation des professionnels de l'ordonnance de protection	Cette action permet aux professionnels du département de l'Alsace d'être formés à la mesure de protection pour les femmes victimes de violences conjugales.	80	Majeurs	6500 €	4000 €	3500 €	53,85 %

Conseil départemental de l'isne	Poste de travailleur social	Convention signée entre le conseil départemental et l'État : cofinancement de 50 % de l'État Le travailleur social assure l'interface entre la gendarmerie et les services sociaux afin de favoriser une prise en charge globale des personnes reçues	350	Min&maj	41402 €	20701 €	20701 €	50,00 %
						<b>Total axe 2</b>	<b>48701 €</b>	<b>0 €</b>

commune	Prévention du harcèlement scolaire	Entre septembre et décembre 2019 le Centre d'information jeunesse de l'isne (CJ) organisera une réflexion globale avec des lycéens des sites Gambetta et Ternynck CHUNY permettant la mise en place de projets autour du bien vivre ensemble Cette action vise à lutter contre le harcèlement ou autres conflits entre les jeunes. La Brigade de Prévention de la Délinquance Juvenile (BPDJ) de LON participera également au travail	1000	Min&Maj	720,00 €	360,00 €	360,00 €	50,00 %
CCIS/CSPD	Médiation et surveillance par une équipe équestre pour une Tranquillité publique en période estivale	Le CSPD de Buire-Hirson-Saint-Michel a vocation à mettre en œuvre des actions de sécurisation dans ces communes à la fois pour prévenir les troubles de la tranquillité publique et les incivilités mais également pour éviter les conflits et les actes de délinquance. La présence de l'équipe de surveillance et de médiation équestre aura un caractère de dissuasion afin de réduire le sentiment d'insécurité. Elle aura vocation à signaler les dégradations et développer la médiation avec les citoyens.	200	Majeurs	6 000,00 €	3 000,00 €	1 573,00 €	26,22 %
commune	S'investir dans l'entretien de l'espace public : une action citoyenne	Le partenariat entre la Ville de Guise et la Mission Locale de Thiérache vise à autour d'une action de préservation de l'environnement permettre à un groupe de jeunes volontaires de s'investir dans une action citoyenne. Objectifs : - impliquer les jeunes concernés dans la vie communale tout en leur permettant de découvrir le cadre du travail être en poste 8 h 00 du matin par exemple - les amener à prendre conscience du travail des agents de la Ville pour assurer un cadre de vie agréable et les amener au respect du bien public - amener une contrepartie à l'aide perçue au titre du dispositif « Garantie Jeunes » en permettant de travailler sur la notion de l'engagement personnel et citoyen. La Ville de de Guise va également recruter un jeune en emploi civique qui viendra en appui à la mission.	10	Majeurs	4 650,00 €	800,00 €	800,00 €	17,20 %
commune	amélioration du lien entre les forces de sécurité de l'État et la population	Les objectifs sont les suivants : informer sensibiliser et communiquer auprès de la population sur les différents métiers des forces de sécurité de l'État ainsi que sur les activités menées Permettre les échanges et faciliter la communication entre la population et les forces de sécurité de l'État agir sur les représentations mutuelles L'action sera la suivante : activités ludiques entre les centres sociaux et le commissariat.	50	Min&Maj	1 300,00 €	1 000,00 €	1 000,00 €	76,92 %
						<b>Total axe 3</b>	<b>3733 €</b>	<b>0 €</b>

<b>Total Prog D</b>	<b>123548 €</b>
---------------------	-----------------

Proportion de l'Axe 1 dans le Total Prog D	58%
Proportion de l'Axe 2 dans le Total Prog D	39%
Proportion de l'Axe 3 dans le Total Prog D	3%

PORTEUR DE PROJET	INTITULÉ DE L'ACTION	DESCRIPTEUR ET OBJECTIFS DE L'ACTION	PUBLIC CONCERNÉ		COUT TOTAL DE L'ACTION 2019	COFINANCEURS SOLICITES * NOUVEAUTÉ 2019		SUBVENTION DEMANDÉE AU FPD EN 2019	SUBVENTION FPD DECIDÉE EN 2019	TAUX DE COFINANCEMENT FPD
			Nombre de personnes	Mineurs / Majeurs / Min & Maj		nom	montant			
association	Service d'Accompagnement et d'Evaluation des Personnes Radicalisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Accompagner des familles de personnes radicalisées pour les aider à résoudre le dysfonctionnement de la démarche de radicalisation et à renouer des liens sociaux avec le membre sous emprise.</li> <li>- Accompagner des personnes radicalisées ou en voie de radicalisation sous forme d'une batterie d'outils thérapeutiques pour les aider à échapper à l'emprise des réseaux de radicalisation.</li> <li>- Formation auprès des personnes en charge de suivis de personnes radicalisées ou en voie de l'être. Travailleurs sociaux de tous secteurs concernés, enseignants, formateurs... afin de les doter des compétences de base pour aborder le problème de la radicalisation et d'élaborer des pistes de réponses concrètes.</li> </ul>	Une dizaine de bénéficiaires directs et leur famille	16/17 ans 18/25 ans 26/64 ans	15000 €	AF	4500 €	10500 €	8400 €	56,00 %
Centre Social	Esprit critique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer le sens critique chez les jeunes. Les amener à se renseigner sur l'origine des informations rencontrées sur les réseaux sociaux.</li> <li>- Multiplier leurs sources afin de ne pas tomber dans une vision manichéenne de l'information.</li> <li>- Concourir à faire des adolescents de futurs citoyens éclairés.</li> <li>- Les rendre autonomes dans l'usage des médias.</li> </ul>	30	6/15 ans 16/17 ans	12621 €	AF	5940 €	1980 €	1584 €	12,55 %
association	Agissons ensemble et tout le niveau contre la radicalisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer l'esprit critique des usagers et habitants</li> <li>- Éviter les parcours de radicalisation, essayer de comprendre</li> <li>- Valoriser le partenariat que nous avons notamment avec la Police et autres institutions locales</li> <li>- Sortir des logiques d'amalgame</li> <li>- Déramatiser les changements de comportements, échanger et identifier les signes qui relèvent d'une réelle radicalisation</li> </ul>	150	6/15 ans 16/17 ans 18/25 ans 26/64 ans 65 ans et plus	9000	AF	1950 €	1600 €	710 €	7,89 %
association	L'infini du vrai (ou presque) : l'esprit critique contre la radicalisation	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le CIPSP a pour objectif de sensibiliser les jeunes sur les fausses informations qui peuvent circuler sur Internet/réseaux sociaux, ayant déjà travaillé avec la ville de Laon dans le cadre des N.P sur diverses thématiques.</li> <li>- Ils ont été contactés par le service jeunesse dans le cadre de la mise en place d'un projet sur la prévention d'Internet. Celui-ci serait réparti sur plusieurs séances lors de temps périscolaires. Dans un premier temps, le CIPSP sensibilisera les enfants sur les fausses informations qui circulent sur Internet et leur donnera des pistes de réflexions pour les aider à développer leur esprit critique. Par la suite, le groupe travaillera sur un journal inspiré de l'outil pédagogique intitulé « Fake or not fake » : le vrai du faux de la ville de Laon. Ils recueilleraient de vraies informations dans la presse par exemple et l'inverse imaginairement avec l'aide des amateurs : des nouvelles étonnantes visant à stigmatiser le lecteur (en respectant bien-entendu la portée des écrits par rapport à leur jeune âge). Sous forme de jeu, les corrections figurent sur ce journal avec quelques conseils pour vérifier et analyser les informations. Nous imaginons aujourd'hui un journal d'un format 4 pages. Cette démarche aura comme objectif de travailler de façon ludique autour de la prévention de la propagande afin de prévenir l'entrée du jeune dans un processus de radicalisation. Le journal pourrait être tiré à environ 1000 exemplaires afin d'être diffusé.</li> </ul>	20	6/15 ans	8034	AF	4000 €	1800 €	1160 €	14,44 %
Centre Communal d'Action Sociale	La prévention de la radicalisation au cœur des Centres Sociaux : temps d'échanges de rencontres et de créations.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sensibiliser les jeunes à la prévention de la radicalisation par le biais de rencontres avec des professionnels maîtrisant le sujet.</li> <li>- Permettre au public jeune d'exprimer l'émotion corporelle et leur ressenti avec le hip hop/let de proposer des temps de rencontres dans le réseau des centres sociaux.</li> <li>- Lutter contre les risques de la radicalisation - Accompagner la structuration de l'offre sur les territoires dans une dynamique partenariale.</li> <li>- Dépasser les pratiques des structures et favoriser la coopération entre professionnels et les échanges entre jeunes sur le territoire du CIPSP et des communes rurales environnantes.</li> <li>- Prendre en considération la mobilité des jeunes sur et hors territoire.</li> <li>- Valoriser la parole et les initiatives des jeunes pour définir au mieux l'emprise sectaire.</li> <li>- Instaurer des espaces favorisant la mise en place des initiatives des jeunes et les accompagner, impulser, les animer...</li> </ul>	30	6/15 ans 16/17 ans 18/25 ans	10600	AF	3000 €	1800 €	960 €	9,06 %
association	Prévention de la radicalisation 2019	Accompagner psychologiquement les familles et assurer un suivi individualisé des situations identifiées par la CPRAF	En fonction des signalements de la CPRAF	7 personnes	8198	Principalement des mineurs		5750 €	5750 €	70,14 %
association	Centre de ressources prévention des radicalités sociales CRPRS	Le CRPRS inscrit et déploie ses actions à l'échelle des Hauts-de-France. Ses domaines d'intervention sont cadrés par les orientations définies par l'État en matière de prévention de la radicalisation. Il est proposé que le soutien de l'État et de la CAF de l'Aisne porte prioritairement sur les axes 1 et 2 permettant notamment l'organisation d'une rencontre départementale des acteurs concernés. La préparation de cette rencontre se fera en lien avec les partenaires du projet et s'appuiera sur les besoins exprimés lors d'une rencontre des membres de la CPRAF.			100	Majeurs	150000	4000 €	6000 €	4,00 %
CLSPD	Escape Game Vallées de la République	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Développer la cohésion de groupe</li> <li>- Sensibiliser aux valeurs de la République et à la notion de citoyenneté</li> <li>- Notions de vivre ensemble et de radicalisation</li> <li>- Compléter les actions engagées dans le cadre du CLSPD de Soissons = interventions de professionnels (PM, PN, Pompiers... en écoles et collèges et centres sociaux nommés "Valeurs de la République et citoyenneté : la découverte de...")</li> </ul>	entre 24 et 48 personnes.	Principalement des mineurs	1800	SPD Soissons	900 €	900 €	900 €	50,00 %

commune	Chargé de prévention de la récidive et de la radicalisation	L'action se définit par les missions qui lui sont affectées : - la prise en charge globale des majeurs sous main de justice -> la création d'un réseau de partenaires -> l'accompagnement social, professionnel et judiciaire -> la sensibilisation -> la prévention de la radicalisation. Le chargé de la prévention de la récidive est en charge du suivi renforcé et notamment de la réintégration sociale et professionnelle des majeurs ayant été condamnés par une juridiction de jugement. Par ailleurs, le dispositif permet la mise en place et la gestion des T.G sur l'ensemble des services de la Communauté d'agglomération du Saint-Quentinois et de la Ville de Saint-Quentin.	25	18/25 ans 26/64 ans	70 500,00 €	EP-I	35250 €	35250 €	10504 €	14,90 %
										0,00 %
										0,00 %
										0,00 %
										0,00 %
										0,00 %
										0,00 %
										0,00 %
										0,00 %
										0,00 %
										0,00 %
										0,00 %
										0,00 %
										0,00 %

<b>Total</b>	<b>35 967,55 €</b>
--------------	--------------------











PROGRAMME	TOTAL	%	
DELINQUANCE	123548 €	30%	103548
RADICALISATION	35 967 55 €	9%	35967 55
SECURISATION	250 106 79 €	61%	250106 79
<b>TOTAL</b>	<b>409 622 84 €</b>		<b>389622 84</b>

Si les totaux ne s'incrémentent pas directement, merci de les indiquer Manuellement.

### **PROG D / AXE 1 - Actions en faveur des jeunes délinquants**

- 0216081001A0 - Autres actions de prévention de la récidive
- 0216081001A1 - Chantiers éducatifs
- 0216081001A2 - Promotion de la citoyenneté
- 0216081001A3 - Milieu scolaire et décrocheurs
- 0216081001A4 - Responsabilisation des parents
- 0216081001A7 - Postes de référents de parcours
- 0216081001A8 - Alternatives aux poursuites et à l'incarcération
- 0216081001A9 - Préparation-accompagnement des sorties de prisons

### **PROG D / AXE 2 - Actions de préventions des violences faites aux femmes**

- 0216081002A1 - Intervenant social en commissariat-gendarmerie
- 0216081002A2 - Permanences aides aux victimes commissariat et gendarmerie
- 0216081002A3 - Référents aides aux victimes d'infractions pénales
- 0216081002A4 - Référents femmes victimes de violences couples -
- 0216081002A5 - Prévention et lutte contre les violences intrafamiliales -
- 0216081002A6 - Protection des femmes victimes de violences conjugales -
- 0216081002A7 - Actions en direction des auteurs de violence -
- 0216081002A8 - Lutte contre les violences faites aux femmes hors conjoint hors famille

### **PROG D / AXE 3 - Actions pour améliorer la tranquillité publique**

- 0216081003A1 - Etudes et diagnostics de sécurité
- 0216081003A2 - Aménagements de sécurité
- 0216081003A6 - Médiation pour la tranquillité publique
- 0216081003A7 - Dialogue Police-Population
- 0216081006A1 - Autres actions de prévention de la délinquance -
- 0216081005A1 - Postes de coordonnateurs CLSPD
- 0216081005A2 - Soutien aux diagnostics, à l'évaluation et à l'animation

### **PROG R / Prévention de la Radicalisation**

- 0216081004A0 - Autres actions
- 0216081004A6 - Actions de soutien à l'insertion
- 0216081004A7 - Actions de soutien à la parentalité
- 0216081004A8 - Actions de soutien psychologique
- 0216081004A9 - Référent de parcours de radicalisation
- 0216081004C1 - Actions de contre discours
- 0216081004C2 - Actions de formation des professionnels hors entreprises
- 0216081004C3 - Actions de sensibilisation en entreprise
- 0216081004C4 - Actions de sensibilisation hors entreprise

### **PROG S / Vidéo Protection**

- 0216081003A3 - Vidéo protection : aide à l'installation - à l'entretien
- 0216081003A4 - Vidéo protection : étude préalable
- 0216081003A5 - Vidéo protection : raccordement

**SELECTION**

oui

non